

Trump fait volte-face pour apaiser la polémique

ÉTATS-UNIS Le président sous le feu de son propre camp après son sommet avec Poutine

► En semblant faire davantage confiance à Vladimir Poutine qu'à ses propres services de renseignement, le président a provoqué un tollé aux Etats-Unis.
► Même les élus de sa majorité se sont désolidarisés.
► Désormais loin du président russe, Trump a tenté de faire marche arrière.

NEW YORK
DE NOTRE CORRESPONDANT

Mardi matin, Donald Trump a salué sur Twitter le sénateur du Kentucky : « *Merci Rand Paul, toi tu as vraiment compris !* » Libertarien et fantasque, Paul a été fidèle à son image de franc-tireur en étant l'un des très rares politiciens d'envergure à soutenir les propos tenus par le président américain au côté de Vladimir Poutine, à l'issue de leur rencontre à Helsinki, « en terrain neutre ».

Car pour le reste, la condamnation a été quasi unanime au sein même de la majorité républicaine. De très nombreuses variations des mots *honte* et *pathétique* ont été convoquées pour qualifier l'attitude de Trump, qui a préféré faire confiance aux dénégations du dirigeant russe plutôt que de soutenir les conclusions de ses propres services de renseignement – une position toute personnelle

puisque ses conseillers lui avaient au contraire recommandé la fermeté envers le Kremlin.

Sans surprise puisqu'il n'a jamais caché son profond dédain pour le locataire de la Maison-Blanche, John McCain a été l'un des premiers à s'offusquer. Pour conclure une tirade outrée, il a asséné qu'« *aucun président précédent ne s'est abaissé de façon si abjecte devant un tyran* ». Certes, le sénateur de l'Arizona est en fin de course et il fait ainsi régulièrement preuve de sa liberté de parole. Mais en dépit de la popularité toujours aussi solide de Trump auprès de sa base, beaucoup de ses collègues n'ont pas non plus hésité à prendre leurs distances.

« *Tout le monde dans cette assemblée devrait être dégoûté de ce qu'il s'est passé à Helsinki* », a ainsi tonné Ben Sasse, du Nebraska. Lisa Murkowski, de l'Alaska, a elle regretté un « *triste affaiblissement* » des

Etats-Unis, qui n'ont « *pas été défendus comme il se doit* » par leur président. Encore plus surprenant, Newt Gingrich, ancien président de la Chambre des Représentants reconverti en thuriféraire inlassable du locataire de la Maison-Blanche a, lui, estimé qu'il s'agissait de la « *plus grave erreur de sa présidence, qui devait être rectifiée sur-le-champ* ».

Trump a déjà offensé les femmes, les minorités ethniques et sexuelles, les handicapés, la communauté scientifique ou même des sportifs adulés, et il s'en est toujours tiré quand on imaginait qu'il avait dépassé les

bornes. Mais pourrait-il finalement payer d'avoir peut-être affecté la fameuse « *grandeur de l'Amérique* », qu'il promet pourtant de rétablir ? « *Il a fait passer les Etats-Unis pour un paillason* », a résumé, d'une image forte, Bob Corker, sénateur du Tennessee.

La majorité républicaine est indiscutablement dans l'embaras. Contraint de réagir, Mitch McConnell, patron du Sénat, a lâché : « *Les Russes ne sont pas nos amis. Je le dis continuellement et je le répète aujourd'hui. Et j'ai une totale confiance dans nos services de renseignement ainsi que dans les conclusions*

auxquelles ils sont arrivés. » Ayant refusé les questions, il a précisé sa pensée mardi : « *Moscou ferait mieux de ne pas recommencer.* » Trump ? *No comment.*

Son alter ego à la Chambre s'est un peu plus engagé, réclamant de nouvelles sanctions contre Moscou. « *Je comprends le désir et le besoin d'entretenir de bonnes relations. Mais le gouvernement russe est une menace et ne partage ni nos intérêts ni nos valeurs* », a concédé Paul Ryan.

Alors que certaines voix de l'opposition crient à la trahison, appelant carrément à la démission ou à la destitution, les analystes estiment qu'il y a bien peu de chance de voir la majorité républicaine dépasser le cadre de ces conférences de presse déroutantes en essayant de « punir » Trump davantage qu'avec quelques phrases assassines.

Semblant d'abord insensible

aux critiques, Trump a tweeté mardi qu'il avait eu « *une grande réunion à l'Otan* » et une « *encore meilleure avec Vladimir Poutine* ». Mais la polémique ne se calmant pas, il est finalement venu préciser un peu sa pensée tortueuse devant la presse.

« *J'accepte les conclusions de nos services de renseignement selon lesquels la Russie a interféré dans l'élection de 2016* » DONALD TRUMP

Le président américain a ainsi martelé cette fois qu'il faisait confiance à ses services de renseignement, même si ce n'était pas l'interférence russe qui expliquait sa victoire. Et face aux menaces renouvelées pour les élections de mi-mandat de novembre prochain, il a promis que son administration allait réagir – il ignore peut-être mais le commandement de cyber-guerre en a déjà pris l'initiative sans attendre l'ordre formel de la Maison-Blanche.

Mais alors, Trump a-t-il totalement changé d'avis en 24 h ? En fait, il a péniblement expliqué qu'il s'était mal exprimé à Helsinki. A cause d'une double négation... « *Je ne vois pas pourquoi la Russie ne serait pas impliquée* », voulait-il en fait dire. A-t-il été trahi par son émotion de côtoyer enfin Poutine ? Le reste de sa conférence ne souffrait pourtant pas d'ambiguïté. Et on attend de voir si le président va contacter le sénateur Rand Paul pour lui expliquer qu'il n'a en fait rien compris... ■

GRÉGOIRE POURTIER

l'experte « Donald Trump a très clairement franchi une ligne rouge »

En refusant obstinément lundi de condamner Moscou pour l'ingérence dans la campagne présidentielle américaine lors d'un sommet à Helsinki avec Vladimir Poutine, et avant de revenir sur ses déclarations le lendemain, Donald Trump a suscité un tollé à Washington... jusque dans son propre camp. Pour la politologue franco-américaine Nicole Bacharan, le président américain a clairement franchi une limite.

Est-ce que Trump a franchi une ligne rouge en admettant se ranger du côté de Poutine plutôt que de celui des services de renseignement de son propre pays ?

Sans aucun doute. Aux Etats-Unis aujourd'hui, c'est la stupefaction. Les gens sont vraiment choqués. Peut-être pas l'électorat de Trump qui n'éprouve jamais de doute, mais pour les autres... c'est un choc. Et même si l'on s'est habitués à lire tous les jours des tweets du président, des affirmations fausses ou tordues. Traditionnellement, pour un Américain, la

Russie est une puissance hostile. Que le président américain se range du côté de Poutine contre sa propre administration, contre les services américains, c'est hors du commun... D'autant plus que les services américains sont très, très alarmistes : ils affirment que le pays est encore aujourd'hui la cible d'une attaque très importante sur toute l'infrastructure numérique du pays. C'est une menace extrêmement lourde, et que le président des Etats-Unis se range du côté russe, c'est vraiment un grand choc. Même s'il nous a habitués à beaucoup de choses.

Son attitude et ses propos au sommet ont donc été perçus comme une trahison ?

Oui, beaucoup. Le terme a été beaucoup prononcé. Si l'on observe la presse et le monde politique, du côté démocrate, on parle clairement de trahison. Côté républicain, certains condamnent très sévèrement les propos de Donald Trump, et ceux qui ne les condamnent pas affirment tout de même que c'est bien la Russie qui est coupable des cyberattaques.

Poutine a donc obtenu ce qu'il désirait à Helsinki.

Complètement. Les images d'avant leur entretien en tête-à-tête sont extrêmement parlantes : les deux prési-

dents sont chacun assis dans un fauteuil, Donald Trump est agité, mal à l'aise, et le contraste avec Vladimir Poutine est flagrant. Le Russe est de marbre, n'esquisse pas un sourire, ne prononce quasiment pas un mot... Il regarde passer les balles, il engrange. Il n'a rien eu à faire. Sur la question des attaques informatiques russes, Donald Trump disant « si Poutine dit que cela n'a pas eu lieu, c'est que cela n'a pas eu lieu », c'est considérable. Concernant la Crimée, c'est même le leader russe qui a un peu sorti Trump d'affaire en affirmant que l'Américain avait bien abordé le sujet avec lui. Mais là où Poutine remporte son grand succès, c'est que la Russie réintègre, la tête haute, le club des grands pays décideurs. Si on ajoute à tout cela le fait que Trump ait attaqué l'Union européenne quelques jours avant à Bruxelles... tous les projets de Poutine se réalisent sans qu'il n'ait rien à faire.

À nouveau, l'« impeachment » est évoqué, surtout maintenant que Trump a réussi à se mettre les Républicains à dos.

John Brennan, l'ancien patron de la CIA (certes, nommé par Obama, donc congédié à l'arrivée de Trump), en a justement parlé ce mardi. Pour Brennan, Trump est allé au-delà de la norme de ce qui est mentionné dans la Constitution comme cause d'« impeachment » c'est-à-dire au-delà du « haut crime et délit ». Si la Chambre des représentants bascule côté démocrate à l'automne prochain lors des élections, cette prestation à Helsinki pourrait lui être nuisible. Selon ce que le restant de l'enquête dévoilera, le sommet pèsera dans les enquêtes parlementaires qui seront beaucoup plus agressives si la Chambre bascule. ■

**Propos recueillis par
MARINE BUISSON**

**« Trump disant
“Si Poutine dit
que cela n'a pas
eu lieu, c'est que
cela n'a pas eu
lieu”, c'est consi-
dérable »**

NICOLE BACHARAN,
POLITOLOGUE FRANCO-AMERICAINE